



Assemblée générale

Distr. limitée
22 décembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Cinquième Commission

Points 89, 122, 123 et 133 de l'ordre du jour

Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects

Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Projet de résolution présenté par le Président à l'issue de consultations officielles

Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les états présentés par le Secrétaire général à propos de l'« étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects »¹ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Tenant compte du rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur l'étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects³,

Rappelant ses résolutions 45/258 du 3 mai 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 48/226 A du 23 décembre 1993, 48/226 B du 5 avril 1994, 48/226 C du 29 juillet 1994, 49/250 du 20 juillet 1995, 50/11 du 2 novembre 1995, 50/221 A du 11 avril 1996, 50/221 B du 7 juin 1996, 51/226 du 3 avril 1997, 51/239 A du 17 juin 1997, 51/239 B et 51/243 du 15 septembre 1997, 52/220 du 22 décembre 1997, 52/234 et 52/248 du 26 juin 1998, 53/12 A du 26 octobre 1998, 53/208 B du 18 décembre 1998, 53/12 B du 8 juin 1999, 54/243 A du 23 décembre 1999,

¹ A/C.5/55/46 et Corr.1, et Add.1.

² A/56/478.

³ A/55/1024 et Corr.1.



54/243 B du 15 juin 2000, 55/238 du 23 décembre 2000 et 55/271 du 14 juin 2001 et ses décisions 48/489 du 8 juillet 1994, 49/469 du 23 décembre 1994 et 50/473 du 23 décembre 1995,

Notant avec satisfaction les commentaires et observations contenus dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴, au paragraphe 6 en ce qui concerne le Groupe d'étude sur les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies et la détermination des ressources, et au paragraphe 26 sur le rôle et les responsabilités du Chef du Département des opérations de maintien de la paix et de ses collaborateurs de haut niveau dans le domaine de la gestion,

1. *Attache* une grande importance à la fourniture de ressources adéquates aux opérations de maintien de la paix et à l'appui à ces opérations ainsi qu'à toutes les activités prioritaires de l'Organisation, en particulier les activités dans le domaine du développement, et souligne la nécessité d'un partenariat véritable et cohérent entre le Conseil de sécurité, les gouvernements des pays fournissant des contingents et les autres États Membres et le Secrétariat;

2. *Réaffirme* que les dépenses de l'Organisation, y compris les dépenses d'appui aux opérations de maintien de la paix, seront supportées par les États Membres;

3. *Prie* le Secrétaire général, lorsqu'il utilisera pour la première fois la technique de la budgétisation axée sur les résultats pour présenter les prévisions budgétaires au titre du compte d'appui pour la période du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003, de repenser entièrement la façon dont les demandes de postes et d'autres ressources sont justifiées et présentées et, à cet égard, de tenir pleinement compte des paragraphes 9 et 10 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

4. *Réaffirme* la décision figurant au paragraphe 2 de sa résolution 49/250 du 20 juillet 1995, selon laquelle le compte d'appui servira exclusivement à couvrir les besoins en ressources humaines et matérielles destinées à appuyer les opérations de maintien de la paix au Siège, et que toute dérogation devra au préalable être approuvée par l'Assemblée générale;

5. *Prie* le Secrétaire général d'examiner la question des moyens dont dispose le Groupe des pratiques optimales de maintien de la paix pour fournir un appui aux opérations de maintien de la paix dans les domaines de la démobilisation, de désarmement et de la réinsertion, compte tenu des vues exprimées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

6. *Souligne* que la création au Département des opérations de maintien de la paix de petits groupes s'acquittant de diverses fonctions qui font double emploi avec celles d'autres départements doit être évitée et partage la crainte exprimée par le Comité consultatif qu'une augmentation du nombre d'unités administratives au Département ne facilite pas nécessairement la coordination et ni n'améliore les capacités en matière d'administration et de gestion;

7. *Prie* le Secrétaire général d'éviter les chevauchements d'activité entre le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires

⁴ A/56/478.

politiques et de mieux préciser les relations et interactions entre les Départements des opérations de maintien de la paix et d'autres services du Département de la gestion, en particulier ceux qui s'occupent des questions relatives au personnel, à l'administration financière et au contrôle de la gestion des activités d'achat et du suivi des pouvoirs qui ont été délégués;

8. *Prie également* le Secrétaire général de lui faire rapport, dans le cadre du projet de budget annuel du compte d'appui, sur les mesures prises par le Département des opérations de maintien de la paix pour mettre au point et appliquer une stratégie informatique globale, de sorte que la stratégie appliquée au Secrétariat en matière de technologies de l'information et de la communication couvre aussi les missions sur le terrain;

9. *Se déclare préoccupée* par les conséquences que la dispersion des services du Département des opérations de maintien de la paix dans plusieurs bâtiments risque d'avoir sur son efficacité opérationnelle, et prie le Secrétaire général de chercher les moyens de regrouper ces services et de lui faire rapport à ce sujet;

10. *Se déclare également préoccupée* par le retard pris dans le recrutement et l'affectation de candidats aux 93 postes financés par le compte d'appui, qu'elle a approuvés en décembre 2000 pour qu'ils soient pourvus d'urgence,

11. *Réaffirme* les termes du paragraphe 6 de la section I de sa résolution 55/238, dans laquelle elle approuve la teneur du paragraphe 6 du rapport du Comité spécial concernant une représentation adéquate des pays qui fournissent des contingents au Département des opérations de maintien de la paix;

12. *Se déclare préoccupée* par le déséquilibre dans la représentation géographique des États Membres au Département des opérations de maintien de la paix et engage le Secrétaire général à prendre sans délai des mesures en vue d'améliorer la représentation des États Membres sous-représentés et non représentés lors des prochains recrutements;

13. *Se déclare également préoccupée* par le fait que le Département des opérations de maintien de la paix ne se conforme pas aux règlements, règles et procédures applicables à la gestion des ressources humaines et, à cet égard, réaffirme le rôle du Bureau de la gestion des ressources humaines du Secrétariat tel qu'énoncé dans ses résolutions 53/221 et 55/258, dans lesquelles elle a notamment décidé que le Bureau de la gestion des ressources humaines devait demeurer l'autorité centrale chargée de suivre et d'approuver le recrutement et l'affectation du personnel, d'interpréter les règlements et règles de l'Organisation et de veiller à leur application;

14. *Se félicite* de l'importance accordée à la formation, à la planification et à l'établissement de fichiers de candidats, ce qui devrait donner au Département des opérations de maintien de la paix et au Bureau de la gestion des ressources humaines les moyens de gérer et de suivre les opérations administratives relatives au personnel, et encourage l'utilisation de l'informatique pour réduire le délai de recrutement, qui est actuellement de 180 jours;

15. *Déplore* que la certification des passations par profits et pertes ait pris, pour certaines opérations de maintien de la paix liquidées, un retard excessif, et prie

le Secrétaire général d'apurer ce retard d'ici au 30 juin 2002 et de lui soumettre un rapport intérimaire à ce sujet à la reprise de sa cinquante-sixième session;

16. *Demande instamment* au Secrétaire général de donner la priorité aux remboursements afférents aux missions liquidées et, notamment, de prévoir des réserves suffisantes pour régler les demandes de remboursement une fois celles-ci certifiées;

17. *Souscrit* aux conclusions et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport, sous réserve des dispositions de la présente résolution, et décide de ne pas créer, à ce stade, le poste de directeur de la gestion du changement (D-2) mentionné au paragraphe 28 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de garder la question à l'étude et d'en reprendre l'examen à la deuxième partie de la reprise de sa cinquante-sixième session, et, compte tenu de l'élaboration d'une politique cohérente, de réexaminer le poste de conseiller pour les questions de parité (P-5) à la deuxième partie de la reprise de sa cinquante-sixième session;

18. *Prie* le Secrétaire général de charger le Bureau des services de contrôle interne de procéder à une évaluation de l'incidence que la refonte récente du Département des opérations de maintien de la paix a eue sur ses résultats en matière d'appui aux opérations de maintien de la paix ainsi que sur l'utilisation efficace et rationnelle des ressources du Département et de lui faire rapport à ce sujet à la reprise de sa cinquante-huitième session;

19. *Décide* d'ouvrir des crédits additionnels d'un montant total de 1 575 500 dollars aux chapitres suivants du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 : au chapitre 3 (Affaires politiques) : 376 400 dollars; au chapitre 22 (Droits de l'homme) : 888 800 dollars; au chapitre 27 (Gestion et services centraux d'appui) : 127 900 dollars; au chapitre 32 (Contributions du personnel) : 182 000 dollars, montant compensé par l'inscription d'un montant équivalent (182 000 dollars) au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel);

20. *Approuve* la création de 121 nouveaux postes imputés sur le compte d'appui et les dépenses de personnel et dépenses hors personnel correspondantes, pour un montant brut de 16 103 750 dollars (montant net : 14 889 500 dollars) pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002;

21. *Prie* le Secrétaire général de faire procéder par le Bureau des services de contrôle interne à l'audit des politiques et des procédures de l'Organisation en matière de recrutement du personnel destiné au Département des opérations de maintien de la paix, et de lui faire rapport à ce sujet à la reprise de sa cinquante-sixième session.